



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16759
28 septembre 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 24 SEPTEMBRE 1984, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERALE PAR LA MISSION PERMANENTE DU MOZAMBIQUE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

La Mission permanente de la République populaire du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'honneur de lui faire tenir ci-joint les documents suivants :

1. Extraits d'une lettre d'un prêtre catholique du Timor oriental, datée du 14 juillet 1984, concernant la situation dans ce territoire;
2. Texte d'un entretien avec Mgr Martinho da Costa Lopes, ancien administrateur papal au Timor oriental, paru dans le numéro du 3 septembre 1984 de la revue Newsweek (édition internationale).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de ses annexes en tant que document du Conseil de sécurité.

Annexe I

Extraits d'une lettre d'un prêtre du Timor oriental datée du 14 juillet 1984

[Traduction]

Janvier à juin 1984

1. Présence massive de bataillons indonésiens, équipés de chars, de véhicules d'assaut et de canons, à Los Palos, Baucau, Laga, Ossu, Viqueque, Venilale, Vemasse, Becoli, Dili, Remexio, Aileu, Maubisse, Ainaro, Same et Zumalai. Selon les estimations, les soldats indonésiens sont au nombre de 30 à 40 000.
2. Les habitants sont encerclés dans leurs villages. Ils ne peuvent aller chercher de la nourriture. Les soldats indonésiens exercent sur la population une pression et une surveillance constantes. Dans de nombreux villages, à Baguia et à Los Palos par exemple, les habitants sont convoqués individuellement, deux fois par jour, le matin à 5 h 30 et l'après midi à 16 heures.
3. Au cours des mois de mars, avril et mai, dans diverses régions (Baucau, Laga, Quelicai, Fatumaca, Venilale, Ossu, Viqueque, Bobonaro, Ainaro et Same), les hommes et les jeunes gens ont été contraints d'accompagner les militaires indonésiens dans les montagnes pour chercher les membres de la résistance armée. Les militaires n'ont donné à ces gens qu'un peu de maïs. Ces opérations ont duré d'une semaine à 15 jours et les intéressés en sont revenus affamés, fatigués et malades. Le résultat de ces opérations militaires a été nul.
4. Dans de nombreuses régions, la population mène une vie très difficile; à Baguia, Quelicai, Los Palos, Viqueque, Maubisse, Bobonaro et Zumalai, elle souffre de la faim. Dans certaines régions de Viqueque, les habitants se nourrissent de paille et de mauvaises herbes.
5. Les militaires indonésiens se cantonnent dans les villages et sur les routes et les voies principales. Ils harcèlent continuellement la population. Toute dénonciation, même dénuée du moindre motif, conduit immédiatement à la prison, à la torture et, généralement, à la disparition (c'est-à-dire à la mort).
6. A Baucau, huit avions de combat se trouvent à l'aéroport ; quatre Broncos* et quatre chasseurs. Ces appareils procèdent quotidiennement à des bombardements dans divers secteurs ; Baucau, Los Palos, Viqueque, Vatu Lari, Watu Carabau, Ainaro, Bobonaro et Zumalai.
7. A Dili, l'aéroport militaire abrite 12 hélicoptères de l'armée, utilisés pour le transport des troupes, de la nourriture des soldats et des munitions, ainsi que pour l'évacuation des soldats blessés ou tués.

* N.T. : avions de contre-insurrection fournis par les Etats-Unis.

8. Dans certaines régions, les habitants vivent dans la crainte perpétuelle : d'une part, ils craignent d'être attaqués par la résistance armée (Fretilin) qui mène des opérations de représailles ou cherche de la nourriture et, d'autre part, ils subissent le harcèlement et les pressions des militaires indonésiens qui ne les défendent ni ne les protègent.

9. La résistance armée (Fretilin) est bien organisée et ses attaques contre les postes militaires indonésiens sont efficaces.

10. De la mi-avril à la mi-mai, des postes militaires de sécurité ont été installés tous les 20 mètres sur un parcours partant de la route qui relie Baucau à Laga, en direction de Quelicai, c'est-à-dire de la plage jusqu'à Quelicai. Chacun de ces postes est occupé par cinq membres de la milice timoraise et un soldat indonésien (Topi Merah).

11. En juin 1984, il y avait 15 points de contrôle militaires sur la route reliant Dili à Baucau. Quiconque voyage sur cette route doit s'arrêter pour être contrôlé. Trois points de contrôle ont été mis en place entre Baucau et Fatumaca. Les militaires vous arrêtent, vous interrogent et vous fouillent. L'armée patrouille sur la route de Vemasse à Baucau. Tous les 20 mètres il y a des soldats.

12. De nombreux prisonniers politiques arrêtés en août, septembre et octobre 1983 ont subi diverses formes de torture. Certains sont morts des suites des mauvais traitements qu'ils avaient subis. En mai 1984, une quinzaine de ces prisonniers politiques ont été jugés et condamnés : certains à 17 ans de prison, d'autres à 15, d'autres à 12, et d'autres encore à sept. Certains de ces prisonniers ont été emmenés de Dili vers une destination inconnue. Ligotés, ils ont été embarqués dans un avion militaire de type Hercules vers une destination inconnue. Une femme timoraise qui avait accouché en prison se trouvait parmi eux. Les petits bras du bébé étaient enchaînés à ceux de sa mère qui le tenait sur ses genoux. Des témoins timorais ont été horrifiés par tant de cruauté.

[Suite du récit du prêtre]

Quelques événements intervenus entre janvier et juin 1984

1. Au cours du mois de mars 1984, quelques individus ont été soudoyés par les militaires pour trahir et assassiner trois membres de la résistance armée (Fretilin). Ils ont rapporté les têtes à Bobonaro. Les militaires ont contraint les habitants à danser pendant deux nuits devant ces têtes et à leur donner des coups de pied pendant la danse macabre. Ensuite, un officier supérieur indonésien est venu de Dili remettre une récompense aux "héros" qui avaient rapporté les têtes. Ils ont rassemblé les gens et ils ont solennellement donné du jute aux auteurs héroïques de cet exploit.

2. Depuis mars 1984, dans le district administratif de Hau Ba, près de Bobonaro, un grand nombre d'hommes et de jeunes gens ont été emprisonnés et tués. Dans la tribu de Kota Root, près de Hau Ba, presque tous les hommes et les jeunes gens ont disparu. Ils ont été enlevés et tués par des soldats indonésiens, et leurs

dépouilles ont été jetées dans un terrain en jachère; des buffles ont mangé les corps. Les témoins oculaires de ces événements rapportent que la population a été complètement exterminée.

3. A la fin du mois d'avril 1984, deux sacs contenant chacun un corps humain ont été jetés dans un fossé sur la route de Dili à Dare, au lieu-dit Na'in. Des passants ont remarqué l'odeur et ont vu les sacs contenant les cadavres; à la mi-mai ceux-ci ont été enlevés. On présume qu'il s'agissait de prisonniers politiques assassinés.

4. Le 14 mai, à l'aube, le Fretilin a pénétré dans le district administratif de Caravela, près de Vemasse. La veille, il avait prévenu le bataillon 401, qui y était en station, qu'il entrerait à Caravela le 14. En fait, de nombreux membres du Fretilin sont arrivés le 14 à l'aube et ont tué deux soldats indonésiens et trois miliciens timorais. Le bataillon 401 n'a pas réagi. Le village de Caravela n'a pas d'église. Le missionnaire de Baucau célèbre la messe de temps à autre dans une maison du village. Il se trouve que l'une des maisons où ce prêtre avait célébré la messe a été incendiée et réduite en cendres. Le 15 mai, les militaires indonésiens ont invité le prélat du diocèse de Dili ainsi que le Gouverneur à se rendre sur les lieux pour leur montrer à quel point le Fretilin était "communiste", puisqu'il brûlait des églises. Mais le prélat, qui est arrivé le 15, a constaté que les décombres de la maison brûlaient encore. Or l'attaque du Fretilin avait eu lieu le 14. Comment une simple maison timoraise, faite uniquement de paille et de bois, avait-elle pu mettre plus de 24 heures à se consumer entièrement? Les militaires ont également accusé le Fretilin d'avoir brûlé les statues de saints qui se trouvaient dans cette église. Mais il ne pouvait y en avoir, puisque cette maison n'était pas une église et qu'il ne s'y trouvait pas de statues de saints. Le même jour, le 14 mai, le Fretilin a pénétré dans les régions de Los Palos, Viqueque et Zumalai.

5. Du 19 au 20 mai, le Fretilin est entré dans le village de Samalari, près de Baucau. L'un des habitants est mort.

6. Le 21 mai, le Fretilin est entré dans le village d'Uma Kerek, près de Seiçal (Baucau). Plusieurs civils ont été tués : l'un des chefs du village a été emmené dans la brousse.

7. Le 24 mai, une femme nommée Teresa (âgée de 22 ans), de la tribu Malevru (Quelicai), qui appartenait au Fretilin, est tombée dans une embuscade; elle a été blessée et conduite à l'hôpital de Baucau avec son bébé. Quelques jours plus tard, elle a été assassinée par les militaires indonésiens.

8. Le 30 mai, Tomas da Silva, Jacinto da Silva et Vicente Freitas, tous habitants de Bucoli, ont été emprisonnés et conduits à Baucau. A minuit, ils ont été tués par des soldats indonésiens à Baucau. Le motif : ils avaient des contacts avec le Fretilin.

9. Pendant le mois de mai, une centaine d'habitants d'Allas, des hommes et des jeunes gens pour la plupart, ont été arrêtés et conduits à Same. Le chef du village d'Allas et ses adjoints se trouvaient parmi eux. A Same, ils ont été

horriblement torturés car on voulait leur faire avouer qu'ils avaient des contacts avec le Fretilin. Un témoin affirme qu'il a entendu les cris perçants des victimes et qu'il n'a pas pu dormir.

10. Fin mai-début juin, dans le village de Leoma, près de Bazar-Tete, les soldats ont commencé à emprisonner et à tuer un grand nombre d'hommes et de garçons. Certains ont réussi à s'échapper et à se cacher dans d'autres villages ou chez des parents.

11. Le 15 mai, au village de Laleia, on a vu un soldat indonésien donner des coups de pied à une tête dans la rue, en public : il s'agissait, semble-t-il, de la tête d'un garçon. Tous les habitants ont assisté à cette scène sans dire mot et sans réagir. La peur contraint les gens à ne pas montrer la profonde répulsion qu'ils éprouvent.

'The Timorese Will Fight to the End'

INTERVIEW: MARTINHO DA COSTA LOPES

Msgr. Martinho da Costa Lopes, 65, is the former papal administrator or acting bishop of East Timor. An outspoken advocate of independence for the former Portuguese colony that has been occupied by Indonesian troops since 1975, he was recalled by the Vatican last year under pressure from Indonesia's conservative Roman Catholic bishops. Now retired and living in Lisbon, he spoke there last week with NEWSWEEK's Ken Pottinger about the continuing guerrilla war on the tiny island and the prospects for a peaceful resolution of the conflict. Excerpts:

POTTINGER: Do you think that Washington has a role to play in resolving the East Timor problem? Is it possible that the United States could put effective pressure on Indonesia?

DA COSTA LOPES: We have to distinguish between the views of the American people and those of the government. I believe that the people of the United States are sympathetic to the case of East Timor but the American government is compromised with Indonesia. As you know, [the then U.S. secretary of state] Henry Kissinger was in Jakarta the day before Indonesia invaded, and made it clear that the United States was not opposed to the move. Washington has since provided much of the military equipment used by Indonesia in its fight against the resistance in East Timor.

Still, America could make amends by persuading Jakarta to end the fighting in Timor and negotiate the territory's independence. I am hopeful that with growing support in the U.S. Congress and Senate, there will be a change in official American attitudes.

Q: What do you think of suggestions that East Timor should become an autonomous state associated with Indonesia but preserving its Portuguese cultural ties?

A: I think the people of East Timor will firmly reject such an idea. They are determined to fight [for independence] to the end. They want to be independent at all costs. The proposal is ingenious when you consider that 200,000 Timorese have lost their lives for independence. The people of East Timor know the Indonesians too well to want anything more to do with them.

Q: Australian Foreign Minister William Hayden is due in Lisbon next week to discuss East Timor with the Portuguese government. If he asks to see you, what would you tell him?

A: I will tell him about my experiences there and urge him to help East Timor gain



Da Costa Lopes: 'Independence at all costs'

independence. Australia knows very well how many thousands of Timorese died during World War II in helping the Australians fight against the Japanese. Now we look to Australia to help us in our struggle for independence.

Q: What is your assessment of current Portuguese and United Nations diplomatic efforts—or lack of them—aimed at solving the East Timor problem?

A: I think they are more hopeful since Secretary of State George Shultz met in July with [Indonesian Foreign Minister] Kusumaatmadja Mochtar. Portugal too is renewing efforts, but I don't think anything can be really achieved without first consulting the people of East Timor. There are three parties to this problem—Portugal, Indonesia and the Timorese people. I think the United Nations should try to persuade Indonesia to let the U.N. send a delegation into East Timor. The U.N. should go into the mountains of Timor and talk to the people. They should discuss the situation with Xa Na Na Gusmao, the leader of the Fretilin guerrillas, who is the authentic representative of the Timorese people. I think such a move would be possible because last year during the cease-fire between Fretilin and Indonesian troops there were talks between the two sides in Timor.

Q: Are you a supporter of Fretilin?

A: I support Fretilin as a symbol of national resistance against Indonesia. I don't know if they are communist or not. But I

believe that after so many years of illegal occupation by the Indonesian troops, the people of East Timor want nothing more to do with Indonesia because their experience has been so bad.

Q: During your time as a priest in Timor you described conditions as desperate. Can you give some examples of what it was like when you were there?

A: To mention just one case, we should remember the conditions in the Comarca Prison in the capital Dili, where young Timorese girls whose families were suspected members of Fretilin were imprisoned and tortured by the Indonesians. These girls were beaten, given electrical-shock treatment, burnt with cigarettes and raped by the Indonesian soldiers in an effort to extract information about the guerrillas from them. Often these girls knew nothing, but they were savagely treated anyway. It was a flagrant case of abuses of human rights. And I have subsequently received letters from East Timorese people and my successor, Msgr. Carlos Ximenes Belo, which indicate that things are just as bad at the moment. He has told me of how the war is continuing despite what Jakarta says. The Indonesians are trying to hide the truth, but the fighting has worsened since last August when they launched a new counteroffensive against Fretilin.

Q: So in your view the situation remains bad in East Timor despite Indonesia's claims to the contrary?

A: If Jakarta is telling the truth why won't they let in journalists and independent observers and international aid teams who want to go there, and let them move about freely and see the position for themselves? I have no doubt at all that fighting has not stopped on the island.

Q: Since your return to Portugal, have you made your views known and described your experiences to the Portuguese government?

A: I have talked with President António Ramalho Eanes and also to Prime Minister Mário Soares and Foreign Minister Jaime Gama. I got the impression that they were sympathetic to my views, and I do not believe they will betray the Timorese people. I have also traveled throughout the country on lecture tours and have been asked many questions by many people about Timor. I think the Portuguese people are still very concerned about what happened in East Timor and want to see the territory made independent. Written on the walls near my home is a slogan that says, "East Timor is Portugal."